

# Les cinquante ans du CICP

## Centre international de Culture Populaire

Bernard Dréano et Gustave Massiah, Mai 2026

Je suis fille de zadiste qui milite à Montreuil/  
Je suis fille d'antifa, grandie au syndicat/  
Et fille de féministe qui ne se mariera pas (...)  
J'ai fait soixante AG, toutes au CICP/  
Et malheureusement, c'n'a jamais rien donné  
*Fille de Toto, détournement d'une chanson de Corigan Fest, 2016*

*Cette histoire des cinquante ans du CICP est une première proposition préparée par Bernard Dréano et Gustave Massiah. Si vous y trouvez des erreurs ou des oublis, merci de le signaler à un des auteurs, [dreano@globenet.org](mailto:dreano@globenet.org) ou [massiah@wanadoo.fr](mailto:massiah@wanadoo.fr).*

Printemps 2026. Des enfants tamouls s'amuse dans le couloir, mais vite rappelés à l'ordre ils rejoignent leurs camarades dans une salle voisine pour leur « école du dimanche ». A côté le « 9e collectif » tient sa permanence pour les sans-papiers. Des membres d'un mouvement d'éducation populaire (l'UFCV) travaillent dans la grande salle du CICP. Les jours précédents cette salle a été utilisée par toutes sortes de mouvements, pour des réunions concernant aussi bien la libération de prisonniers politiques en Russie que la situation en Haïti, la lutte contre l'extrême droite en France ou le soutien pour l'édification d'un bloc opératoire au Chiapas (Mexique)... et bien sûr la solidarité avec la Palestine, cette grande salle est d'ailleurs dédiée à Al-Feineq un centre culturel palestinien jumelé avec le CICP et détruit pendant les années 2000 par les Israéliens...

\*\*\*

Cela fait donc un demi-siècle qu'il existe, cet espace de cultures et d'échanges du *Centre international de culture populaire* (CICP), où l'on perçoit les battements de cœur du monde, les échos des solidarités en action... Les Kanaks viennent de remercier cette maison, point d'appui pour eux depuis ses origines (1976), en nous remettant en décembre dernier la sculpture de flèche faitière faite par Kuanene Wea. Et nous allons commémorer l'accueil et la continuité du soutien aux Uruguayens il y a aussi un demi-siècle, aujourd'hui représentée par l'association *Donde Estan*... Une maison qui fut, et qui reste lieu communautaire, pour des exilés d'Erythrée ou des Tamouls du Sri-Lanka. Qui chaque année accueille des activités du *Festival des solidarités (Festisol)* ou de la *Semaine anticoloniale et antiraciste*. Et qui a servi et servira de base logistique lors de mouvements des générations successives.

Comment est-il né ce Centre ? comment a-t-il perduré pendant ces décennies ?

### **D'abord le Cedetim**

Revenons donc en arrière, dans les années 1960. La décolonisation est en cours, avec l'accession de la plupart des ex-colonies à l'indépendance. Un phénomène qui a bien entendu secoué la France puisque maîtresse du second plus grand empire colonial, où cette émancipation des anciennes colonies ne s'est pas faite sans conflits et violences, en Syrie-Liban, à Madagascar, au Cameroun, au Maroc, en Tunisie... et avec les deux grandes guerres, celle dite

d'Indochine, et surtout celle d'Algérie qui est aussi une guerre intime dans laquelle se sont retrouvés engagés ou directement concernés des millions de citoyens et citoyennes français (ou supposés tels)... Un monde marqué aussi évidemment parce qu'on appelle alors la « guerre froide », avec l'opposition frontale de deux blocs antagonistes, le « monde libre » sous hégémonie états-unienne contre le « camp socialiste » sous hégémonie soviétique, et cette majorité des peuples de la planète, dans ce qu'on appelle alors le « tiers-monde », foyers de luttes contre le colonialisme et les formes néocoloniales d'impérialisme (à la guerre française d'Indochine succède la guerre américaine du Viêt-Nam).

Des Etats décolonisés, comme l'Inde, l'Indonésie, le Viêt-Nam, l'Egypte rejoint par la Yougoslavie, ont exprimé à la Conférence de Bandoeng, en 1955, leur volonté de « non-alignement », d'émancipation et de libération, de paix par rapport à l'affrontement des blocs. Le dirigeant Chinois Zhou Enlai résume ce que beaucoup de mouvements pensent à l'époque : « *les Etats veulent leur indépendance, les nations veulent leur libération, les peuples veulent la révolution* ».

Une nouvelle génération militante apparaît, un peu partout, au « Nord » comme au « Sud ». une vague dite « de 68 » qui dure en réalité en gros de 1965 à 1975, avec ses formes variées, aux Etats-Unis, en Europe occidentale (dont évidemment la France mais aussi par exemple très significativement l'Italie), en Europe orientale (Tchécoslovaquie, Yougoslavie...), « l'heure des brasiers »<sup>1</sup> en Amérique latine, et les secousses multiples dans le monde arabe et divers pays d'Afrique et d'Asie...

Au milieu des années 1960 la France vient de mettre en place un système de « coopération » comme alternative au service militaire. Or nombre de ces coopérants se reconnaissent dans diverses sensibilités de gauche radicale ; certains sympathisent avec le *Parti socialiste unifié* (PSU) formé en 1960 par des courants politiques opposés à la politique coloniale. Dans plusieurs pays, en Afrique, Asie et Amérique Latine, ces coopérants se rapprochent de militants de mouvements de libération nationale. Par exemple à Dakar, où des militant-es sénégalais-es et français-es ont créé un groupe de réflexion et d'initiatives. Manuel Bridier (1925-2003), animateur de la commission internationale du PSU a, de son côté, fondé un groupe de réflexion actif. Enfin Gérard Munari, a créé un groupe de soutien à la lutte armée en Grèce (sous dictature de 1967 à 1974). Ces trois groupes se rejoignent et créent le Cedetim, Centre d'études et d'initiatives sur les problèmes du tiers-monde, dont la déclaration comme association loi de 1901 date du 20 septembre 1967<sup>2</sup>. Au cours de son histoire le Cedetim changera plusieurs fois d'intitulé mais sera toujours un Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale.

Dès sa création, le Cedetim va se retrouver dans cette vague mondiale de « 68 » qui remet en cause les oppressions et dominations et le mode de production capitaliste. Il apparaît à de nombreux militants en France comme une des rares références pour mettre en œuvre un internationalisme concret. Cependant dès l'après-1968 et dans les années qui suivent, la répression frappe dans un très grand nombre de pays, dont ceux du Sud où le jeune Cedetim a des liens. Par exemple en 1973 avec l'assassinat d'Omar Blondin Diop à Dakar ou la répression qui suit le coup d'état de Houari Boumediene en Algérie en 1975. Le Cedetim prend alors une décision radicale, il décide de dissoudre ses groupes locaux dans ces pays et détruit son fichier, qui risque d'être infiltré. Il garde quelques centaines d'adhérents en France. Il crée un espace

---

<sup>1</sup> Selon le titre du film de l'argentin Fernando Solanas en 1968.

<sup>2</sup> Le premier secrétariat du Cedetim est composé de Jean-Yves Barrère, Manuel Bridier, Elisabeth Courdurier, Gustave Massiah. Le bureau comprend des animateurs des groupes, notamment François Della Sudda, Michel Gallaire, François Géze, Emmanuel Terray, Michel Vigier...

de diffusion et d'échange libre et plutôt informel. Il s'investit dans la création d'associations indépendantes de solidarité internationale.

Cet évènement est fondateur. Il crée des liens de confiance avec les partenaires, notamment dans des pays extérieurs, mais aussi ceux des communautés en France, celles qui sont les plus soumises aux diverses repressions (immigrés, colonisés).

Il signifie aussi que le Cedetim n'a pas l'intention de devenir un mouvement de masse mais un lieu de réflexion et une organisation d'appui. En ce début des années 1970 le noyau du Cedetim est constitué de militants par ailleurs engagés dans divers mouvements politiques (et dans diverses tendances internes de ces mouvements), ou bien qui ont quitté ces mouvements, mais cela n'affecte pas sa cohésion pratique et militante. Ils sont souvent très actifs dans les mouvements sociaux de l'époque, ou en soutien à ces mouvements... Par exemple les luttes emblématiques des ouvriers de Lip (1973-1976) et surtout des paysans du Larzac (1971-1981). Ils ont aussi des relations suivies d'échanges et de coopération avec des organisations de travailleurs immigrés (notamment avec les *Comités unitaires Français-Immigrés* – CUFI, les formations de cadres d'organisations maghrébines, africaines, espagnoles, latino-américaines, asiatiques, etc.).

En fait l'association s'adapte avec, remarquera le sociologue allemand Christoph Kalter, « *une forme de système de prise de décision décentralisée, de base, démocratique, correspondant à l'esprit de 1968 et la transformation du Cedetim d'une association de membres à un réseau souple, et qui perdure depuis la fin de 1968* »<sup>3</sup>.

### **Une maison de la solidarité internationale**

Dans son tout petit local du 94 rue Notre-Dame-des-Champs, le Cedetim héberge déjà plusieurs « sous-locataires » : des comités sur l'Argentine, le Chili, le Maroc, la Tunisie... et la revue *Libération Afrique*. Le coup d'état de Pinochet en 1973 et la mort de Salvador Allende provoquent une forte réaction en France, des centaines de « *comités Chili* » se créent dans tout le pays, la coordination se faisant au Cedetim.

Il est urgent de concrétiser un projet qui mûrit déjà depuis quelques temps, la création d'une vraie maison de la solidarité internationale. Il faut trouver de l'argent, une souscription est lancée, un lieu identifié : une maison en mauvais état dans le XVe arrondissement de Paris, occupée par un squat déliquéscent... Pour compléter la souscription, une grande initiative, censée rapporter des sous, va être organisée les 11-12 octobre 1975 : des *journées anti-impérialistes*, avec concerts, débats, stands, etc., accueillies par Ariane Mouchkine et le *Théâtre du Soleil* qui commence son aventure à la Cartoucherie de Vincennes. Hélas, ce week-end-là, la météo est exécrable, et loin des 10 000 escomptés on ne dépasse guère les 3 000 participants. Bref, un flop et le déficit qui va avec ! Pourtant les réseaux du Cedetim vont fonctionner, une souscription va être lancée et l'argent sera trouvé grâce à des centaines de souscripteurs.

---

<sup>3</sup> Christoph Kalter, *Die Entdeckung der Dritten Welt: Dekolonisierung und neue radikale Linke in Frankreich*, Campus Frankfurt a/Main, 2011, traduit en anglais par Thomas Dunlap : *The Discovery of the Third World, Decolonisation and the rise of the New Left in France 1950-1976*, Cambridge University Press, 2016. Kalter consacre une grande partie de son chapitre « Avec nos salutations socialistes, le PSU, le Cedetim et la praxis de la solidarité internationale » aux « gauchistes radicaux français entre les mondes – l'histoire du Cedetim jusqu'au milieu des années 1970 ».

Cf. également le chapitre d'Abderrahim Zerouali sur le Cedetim et le CICP dans : [68, une histoire collective \(1962-1981\)](#), Philippe Artieres et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), La Découverte, Paris, 2008.

Le CICIP a donc été créé par le Cedetim. Mais on ne saurait confondre les deux . Certes en tant qu'initiateur le Cedetim joue un rôle important dans la vie de la maison CICIP surtout les premières années. D'ailleurs, longtemps, beaucoup parlant du lieu (le CICIP) diront par exemple « nous nous réunirons au Cedetim » pour des activités où le Cedetim n'était très souvent pas partie-prenante...

A ce moment-là, le Cedetim c'est :

- d'une part un lieu de « cristallisation » politique par exemple en 1973, le processus développement de *Comités Chili* facilité par le fait que le l'unité se fait autour du Cedetim, mouvement non partidaire. Ce sera le cas par la suite pour de nombreuses campagnes de solidarité et leurs organisations *ad hoc* ;

- d'autre part un « incubateur » : à partir ou avec l'aide du Cedetim sont créés des comités ou associations spécialisées, qui vont ensuite poursuivre leurs activités propres, souvent pendant des années, par exemple le *Cercle de recherche Caraïbe*, le *Comité Palestine Yémen Golfe Arabique*, le *Centre d'études et de documentation sur Madagascar et l'Océan indien*, le *Comité de lutte contre la répression au Maroc*, etc.

L'anti-impérialisme dont se réclame le Cedetim n'est pas abstrait. Christoph Kalter souligne qu'à ce moment-là la pratique du Cedetim est particulière<sup>4</sup> : *Par contraste [avec une lutte idéologique contre un « impérialisme » abstrait et maléfique fréquent à l'extrême gauche] le Cedetim cherche le lien matériel et idéal entre Ici et Là-bas, entre la propre société de chacun, ses (post)colonies et le monde. Cette effort de ne pas succomber à des fantasmes romantiques, mais de mettre de l'ordre chez soi pour pouvoir mobiliser, explique pourquoi le Cedetim a survécu à la grande désillusion après l'enthousiasme pour le tiers-monde des années 1970 : ses militants ont créé des projets, développé des contacts durables, avec des racines locales, qui les ont rendus très résistants aux crises.*

### **Une maison qui fonctionne**

Cependant, le Cedetim n'est en aucun cas le « bureau politique » du CICIP. Le CICIP est une association de membres, partageant des valeurs communes et engagés dans diverses formes de solidarité. Mais chaque association (membre, ou parfois simple utilisatrice de lieu) poursuit son activité en toute indépendance.

C'est la *Société civile du Marronnier* créée pour l'occasion pour acquérir la maison au 14 de la rue Nanteuil<sup>5</sup>, qui va la louer à l'association *Centre International de Culture Populaire*, le CICIP. Une structure originale. Le conseil d'administration du CICIP est composé de trois tiers, un collège des fondateurs (en gros le Cedetim), un collège des utilisateurs (des associations adhérentes qui vont pouvoir utiliser le centre) et un collège de personnalités qualifiées (désignées par les collèges précédents). Les associations adhérentes peuvent être (et seront) très variées, mais vont toutes être actives dans le domaine des solidarités et en particulier de la solidarité internationale.

L'adhésion d'une nouvelle organisation au CICIP est soumise à l'approbation du Conseil d'administration, qui examine les pratiques et objectifs de celle-ci, et au fait qu'il n'y a pas d'opposition d'une association déjà présente et active dans un champ ou un objet similaire. Des

---

<sup>4</sup> Christoph Kalter, op. cit., p.346.

<sup>5</sup> Curieusement tout le monde aura tendance à parler de la Rue *de* Nanteuil (comme Nanteuil commune des deux Sèvres) alors qu'elle porte le nom du peintre Robert Nanteuil (1623-1678).

mouvements ayant des points de vue différents ont ainsi pu cohabiter au Centre. Bien sûr il y a eu, dans cette longue histoire du CICP, quelques problèmes, notamment en cas d'incapacité de certains de payer leur participation aux frais, mais dans l'ensemble des solutions ont été trouvées. Ainsi stabilisé le CICP a pu résister à quelques tempêtes, politiques et financières...

Le CICP est donc une association totalement indépendante, ne sollicitant aucune subvention, ce qui peut néanmoins être le cas de certaines des associations membres. Sa principale source de revenu étant les cotisations des associations membres et la location de salles. La petite maison de la rue Nanteuil, ainsi que le hangar adjacent de l'autre côté du marronnier dans la cour, vont être progressivement aménagés grâce à beaucoup d'énergie militante. Certains comités et associations vont occuper des espaces de travail, d'autres se contenteront d'une domiciliation et d'un accès privilégié aux salles de réunions. Des comités de soutien et associations de solidarité, par exemple, outre les comités déjà cités : *Solidarité avec Solidarnosc*, le *Comité de solidarité avec le Nicaragua*, l'*Association d'amitié franco-mozambicaine*, le *Comité Chasky* (Bolivie), l'*Association médicale franco-palestinienne*, l'antenne française du *Front populaire de libération de l'Erythrée*, l'*Association de solidarité avec les travailleurs immigrés* (ASTI) du XIV<sup>e</sup> arrondissement, le *Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques Nitassinan*, le *comité Irlande*, le journal *Libération Afrique-Caraïbe-Pacifique* créé par le Cedetim après le premier magazine qui a cessé de paraître en 1976, etc. Et quelques associations ou activités de service, audiovisuelle (*Audiopradiif*), une petite imprimerie (*L'Internationale*), l'ébauche d'un centre de documentation (*Cedidelp*), un centre de recherche et de formation (*Institut Élisée Reclus*), une association de diffusion de publications (*Dif'Pop*), la cantine hebdomadaire des Uruguayens (*la Parilla*)...

Pendant toute la lutte contre l'extension du camp militaire au Larzac le CICP est une base pour les paysans et le siège du *Comité Larzac* Paris et les relations perdureront avec le plateau les décennies suivantes.

### **Premières tempêtes et nouvelles alliances**

Dès le milieu des années 1970 la situation générale évolue profondément. La guerre du Viêt-Nam s'est terminée en 1975 sur la défaite des États-Unis, mais cela ne signifie pas qu'une nouvelle vague contestataire va couvrir la planète comme lors de la décennie précédente. Au contraire, l'élan révolutionnaire est entravé par les dictatures-gorilles en Amérique latine, les réactions arabes et africaines.

Les équilibres et mécanismes du système économique changent, un tournant marqué par les chocs pétroliers de 1973 (consécutif à la guerre israélo-arabe) et de 1979 (consécutif à la révolution islamique en Iran) et c'est la fin de la période de croissance dite « des trente glorieuses » chez nous... Les crises écologiques s'annoncent avec d'abord les drames des pollutions (marées noires, accident industriel de Seveso en 1976...) tandis que monte le mouvement antinucléaire.

Le Cedetim est toujours actif et le CICP bien vivant. Par exemple en 1977, le *Comité de soutien aux luttes du peuple argentin*, basé au CICP et animé notamment par François Gèze (1948-2023) est à l'origine de la campagne pour le boycott de la Coupe du monde de football qui va se dérouler en Argentine sous la botte de la dictature. Ce COBA va essaimer dans toute la France, comme les comités Chili quelques années plus tôt, et s'il n'arrêtera ni la compétition,

ni la *main de Dieu* de Diégo Maradona<sup>6</sup>, l'écho de la campagne sera tel en France qu'il obligera les autorités françaises à réagir (pour par exemple obtenir la libération de camarades argentins prisonniers de la dictature et promis à la mort).

La victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1981 et l'arrivée de la gauche sous hégémonie socialiste au gouvernement ne signifie pas une inversion de la tendance mondiale au reflux. La gauche révolutionnaire post-68 était en train de s'effondrer en France et ailleurs. Margaret Thatcher, Première ministre britannique de 1979 à 1990, et Ronald Reagan, Président des Etats-Unis de 1981 à 1989, appellent à la « Révolution conservatrice ».

De nouvelles thématiques s'imposent.

- La centralité de la question de la dette (principalement du tiers monde à cette époque) sur laquelle travaille notamment une association nouvelle adhérente du CICP, l'AITEC, *Association des techniciens, experts et chercheurs*.

- La question de la paix et de la sécurité en Europe, lors de la crise dite « des euromissiles », dernier épisode de la guerre froide (1977-1987) et l'action des « nouveaux mouvements de paix indépendants » (en France le *Codene*) avec leurs Conventions annuelles END<sup>7</sup>, prototype des futurs Forums sociaux (mais n'anticipons pas...), et le développement d'un dialogue est-ouest conséquent par-dessus le rideau de fer (thèmes pris en charge en 1990 par *l'Assemblée européenne des citoyens* - AEC créé en 1990 et bientôt adhérente du CICP).

- La question du racisme et de l'antiracisme, et l'émergence (contrariée) d'un mouvement de base après les marches pour l'égalité et contre le racisme de 1983 et de 1984, et la montée de la « deuxième génération ».

- La question des droits des migrants et en particulier des sans-papiers, qui va devenir de plus en plus prégnante avec le développement des mouvements migratoires et les restrictions et fermetures des États.

En 1979, le CICP a été victime d'un attentat, la porte de la maison a explosé (sans plus de dégâts). Tout le monde s'est précipité, chacun pensant « c'est pour moi » ! Un coup du Mossad ? de la police de Pinochet ? des flics marocains ? de la CIA ? Deux policiers en civil ont inspecté les débris, porté un diagnostic : « explosif de qualité militaire, parfaitement dosé pour faire des dégâts spectaculaires mais limités », et ont fait remarquer qu'il y avait une signature un peu plus loin sur le mur : *Françïa...* Stupeur générale : c'était un groupe de barbouzes en Corse. Nous venions de domicilier provisoirement un collectif d'étudiants corses à Paris !

Les problèmes ne sont pas principalement de l'ordre des barbouzeries. Des médias liés aux services de sécurité italiens avaient déjà ciblé le Centre comme « repère terroriste » parce qu'il était fréquenté par des militants italiens réfugiés en France dans le contexte violent des années de plomb en Italie. Puis, surtout après la défaite électorale de la gauche et le retour de la droite au gouvernement en 1986, de telles accusations sont reprises et amplifiées d'abord par la presse française d'extrême droite (*Minute, Info-hebdo, National-hebdo...*) décrivant un « QG des gauchistes », « un sanctuaire terroriste... repéré au cœur de Paris » et de surcroît « hébergeant le FLNKS » (donc les « terroristes » kanaks d'Ouvéa<sup>8</sup>) – puisque *l'Association d'information et de soutien au peuple Kanak* (AISDPK) est au CICP. Elles dénoncent « le

---

<sup>6</sup> La « main de Dieu », une faute évidente de l'argentin Diégo Maradona non sanctionnée par l'arbitre, avait permis à l'Argentine de battre l'Angleterre en quart de finale.

<sup>7</sup> Les Conventions END (European Nuclear Disarmement) étaient des Forums regroupant entre 1982 et 1992 à chaque fois des milliers de militant-es dans diverses villes d'Europe, au début à l'Ouest puis à l'Est.

*Cedetim, machine de guerre contre la France* ». Elles sont ensuite plus ou moins reprises par des médias *mainstream* comme *Le Point*, voire *Le Figaro* ou suggérées par le ministre de l'intérieur Charles Pasqua lui-même. Nous sommes aussi à ce moment-là dans le contexte de la campagne d'attentats terroristes de 1986 ! Et cela continuera un temps après le retour de la gauche au pouvoir en 1988. La plupart de ces attaques visent explicitement Germaine Durif-Joinet (1921-2008), présidente du conseil d'administration du CICP, et plus ou moins implicitement Louis Joinet (1934-2019) son conjoint, éminent juriste, cofondateur du Syndicat de la magistrature et pendant cette période conseiller droits de l'homme de plusieurs Premiers ministres socialistes.

Il n'y a pas que des barbouzeries et coups-fourrés politico-policiers. il y a aussi une vraie bataille idéologique. Vers 1985 la mode est à l'anti-tiers-mondisme. Sonnant la charge, la fondation *Liberté sans frontière*, créé notamment par Claude Malhuret, stigmatise les actions contre la famine en Ethiopie comme autant de manifestations de solidarité avec la dictature responsable de cette famine ! Pascal Bruckner et les « nouveaux philosophes (Bernard-Henri Levy, Alain Finkelkraut, André Gluksmann...) apportent leurs contributions « antitotalitaire » à cette polémique, en réhabilitant au passage « l'homme blanc ». Les « tiers-mondistes » visés ce sont d'une part les militants anti-impérialistes façon Cedetim et d'autre part ceux des ONG de développement : les guérilleros romantiques et les puisatiers prosaïques.

Or, à l'époque, ils ont commencé à converger, les uns ont abandonné l'impatience gauchiste, les autres un certain apolitisme caritatif. En 1976 quelques ONG tiers-mondistes, le *Comité catholique contre la faim et pour le développement* CCFD, la CIMADE, *Terre des Hommes*, *Frères des Hommes* et *Peuples Solidaires* ainsi que le *Collège coopératif* avait créé un outil commun, le CRID (*Centre de recherche et d'information sur le développement*). Le CRID va s'élargir, et le CICP et certaines de ses associations vont y participer. Une alliance de ceux qui, chacun avec leurs manières, développent des actions de solidarité internationale. Le CRID a été présidé par plusieurs animateurs du CICP, Suzanne Humberst, Gustave Massiah, Bernard Salamand, et aujourd'hui par Céline Méresse, présidente du CICP (et de IPAM). Le CRID choisira en 2026 d'être domicilié au CICP.

### **Ca suffat comme ci !**

La fin du *court vingtième siècle*, pour reprendre la formule de l'historien marxiste britannique Éric Hobsbawm<sup>9</sup>, survient dans la période 1989-92, avec la fin des dictatures-gorilles en Amérique Latine, l'émergence d'aspirations démocratiques dans plusieurs pays, dont la Chine mais aussi en Afrique, et bien entendu la chute du mur de Berlin puis l'effondrement de l'Union Soviétique et la disparition de son « camp ». Une époque qui apparait comme celle de la victoire du capitalisme mondialisé (la fameuse théorie de la « fin de l'histoire ») mais aussi celle du développement de nouveaux mouvements face à cette globalisation néolibérale, pour un « autre monde possible ».

Une histoire qui avec les mobilisations de juillet 1989 concerne les mouvements et aussi la maison CICP, même si le nom « altermondialiste » n'existe pas encore. François Mitterrand a

---

<sup>8</sup> Au printemps 1988 les affrontements entre les forces coloniales et les indépendantistes kanaks avaient atteint un niveau sans précédent, avec comme point culminant sur l'île d'Ouvéa la prise d'otage de gendarmes puis l'assaut meurtrier de la grotte où ces derniers sont retenus, avec au total une vingtaine de morts... alors que se déroulent les élections présidentielles françaises !

<sup>9</sup> Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle 1914-1991*, Le Monde diplomatique, 1999.

décidé en effet de caler le sommet du G7<sup>10</sup> avec la célébration du bicentenaire de la révolution française.

Depuis quelques temps déjà, lorsqu'il y avait un sommet ou une réunion internationale majeure (ONU, FMI ou autre) commençaient à s'organiser entre mouvements des sommets parallèles dits « de la société civile » ou même des contre-sommets contestataires. Par exemple face au G7, « l'autre sommet économique » (en anglais « the other economic summit » ou « TOES » c'est-à-dire doigt de pied). Cette fois-ci, à Paris la chose allait revêtir une autre ampleur, l'évènement principal de ce contre-sommet étant l'organisation d'un sommet de « 7 représentants des peuples parmi les plus pauvres »<sup>11</sup>, une idée initiée par une nouvelle organisation, *Agir Ici pour un monde solidaire* avec la *Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples* (LIDL<sup>12</sup>) et le Cedetim. Au même moment l'écrivain Gilles Perrault (1931-2023) lançait avec le chanteur Renaud un appel « dettes, apartheid, colonies, ça suffit comme ci », avec aussi l'active coopération du Cedetim et plus discrètement de la Ligue communiste révolutionnaire, qui allait se traduire par une grande manifestation soutenue par les syndicats, divers mouvements et de nombreuses personnalités et par un concert géant à la Bastille. En tout presque quinze jours de mobilisation, avec le CICP comme une des principales bases arrière...

La matérialisation d'une convergence (plus qu'une cohabitation) de deux types de mobilisation, le contre-sommet de discussions et échange d'expériences, avec forte présence des associations de type CRID, et la manifestation traditionnelle des gauches politiques, syndicales, coopératives, associatives dans la rue. Un modèle qui va ressusciter... 7 ans plus tard, mais avec moins d'impact car il n'y a pas l'effet bicentenaire, lors du G7 de Lyon, avec la coalition *Les autres voix de la planète* et l'organisation du « sommet des représentants de sept résistances »<sup>13</sup>. Le politologue Eric Agrikoliansky a eu raison de voir dans ces mobilisations le prototype des futurs Forums sociaux altermondialistes<sup>14</sup>.

## Déménager

Mais avant d'en venir à ce qui s'appellera explicitement l'altermondialisme, revenons à notre maison.

En ces années 1990 les coutures du 14 rue Nanteuil explosent. Malgré tous les travaux entrepris, il n'y a plus assez de place. Un feu de cheminé lors d'une fête a même failli provoquer la fermeture du Centre. De plus le terrain est frappé d'alignement et pour pouvoir vendre il faut

---

<sup>10</sup> Le premier G5 (États-Unis, Royaume uni, France, Allemagne, Japon) avait été organisé en Guadeloupe à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing en 1975, élargi en G7 (avec le Canada et l'Italie) à partir de 1977.

<sup>11</sup> Des témoins du Bangladesh, de l'Amazonie brésilienne, du Burkina Faso, d'Haïti, du Mozambique, des Philippines, du Zaïre (RD du Congo aujourd'hui),

<sup>12</sup> En 1966 avait eu lieu le retentissant Tribunal Russell sur la guerre américaine au Vietnam, présidé par Bertrand Russell et Jean Paul Sartre, ce « tribunal d'opinion » va servir de modèle des dizaines d'autres « tribunaux » dans les décennies avec ou non la référence « Russell » organisés le plus souvent par le *Tribunal permanent des peuples* fondé en 1979 avec la *Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples*, rédactrice de la Déclaration d'Alger sur le droit des peuples de 1976.

<sup>13</sup> L'écrivain nigérian (prix Nobel de littérature 1988) Wole Soyinka présidait le sommet ou étaient représentées des résistances du Brésil, d'Algérie, d'Inde, de Bosnie-Herzégovine, de Russie, de Chine, des États-Unis et de France (avec l'avocat William Bourdon, Jean-Baptiste Eyraud animateur du mouvement Droit au logement (DAL) et le père Christian Delorme, l'un des initiateurs de la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983).

<sup>14</sup> Eric Agrikoliansky, *L'altermondialisme en France*, Flammarion, 2005.

s'entendre avec le propriétaire de la parcelle voisine, successeur d'un négociant de pommes de terre qui utilisait le local pour stocker ses patates, lui aussi frappé d'alignement et pressé... La vente d'un bien dans le sud-ouest parisien pouvait nous permettre d'acheter un bien plus grand dans l'est, le différentiel des prix entre l'ouest et l'est nous étant très favorable... mais cette différence diminuait. Or nous n'avions aucune trésorerie, il fallait donc utiliser un promoteur, qui, pour récupérer notre bien, allait acquérir le bien futur et faire avec nous, comme on dit, un *swap*... Nous avons visité par mal de lieux adéquats dans les 18e, 19e et 20e arrondissement sans pouvoir conclure car au dernier moment un autre acheteur renchérisait. Finalement il y a eu cette opportunité du 21 ter rue Voltaire, une ancienne imprimerie sur trois niveaux vide de tout aménagements.

Et donc nous avons déménagé, abandonnant notre vieux marronnier, et nous avons commencé à nous installer dans un *open space* délimité par les cartons d'archives des uns et des autres, sans le moindre chauffage et avec d'énormes travaux à faire, dont la création d'une grande salle sans mettre en cause l'équilibre de la structure d'ensemble le cloisonnage des différents espaces, l'élimination de l'ancien monte-charge, la création d'un ascenseur aux normes, la construction d'un puits de lumière et d'un escalier majestueux édifié sous la baguette de notre camarade architecte argentin Raoul Pastrana.

Une véritable aventure de pionniers qui va durer quelques années avant que les choses ne se stabilisent – quoique dans une maison il y a toujours quelques aménagements à prévoir et quelques nouvelles normes à respecter pour un lieu recevant du public...

Et puis nous allons un peu essaimer dans la rue profitant de l'opportunité de locaux à louer, avec notamment l'installation de la librairie libertaire *Quilombo*, de certaines ONG dont le réseau Ritimo (Réseau de centres d'information sur le tiers monde et de documentation sur le développement crée en 1985) et d'un local dans la petite impasse voisine qui hébergera plus tard ATTAC, puis le CRID, mais n'anticipons pas...

Car le nombre de groupes, comités ou associations membres du CICP n'a fait qu'augmenter depuis la fin de Nanteuil et le début de Voltaire. Nous avons accueilli par exemple le *Mouvement de l'immigration et des banlieues* (MIB) ou le groupe antifasciste *Scalp/Reflex*, tandis que Jean Brugié (1926-2009)<sup>15</sup> assurait la vigilance avec son bulletin *Alerte* sur l'extrême droite.

Il y a une continuité de l'équipe d'administration du centre, avec quelques renouvellement et quelques vétérans (dont outre les noms déjà cité, Gilles Moinot et Michel Vigier). Et l'arrivée de nouvelles structures d'appui aux associations dont le réseau internet *Globenet*, initialement fondé en 1994.

Le CICP, dans ses meubles, est toujours principalement le local des comités de solidarité avec des peuples en luttés. Et aussi, de soutien aux mouvements de l'immigration : leurs organisations historiques même si elles ne sont pas domiciliées au centre sont aussi chez elles au CICP (beaucoup auront longtemps comme base la « *Maison des travailleurs immigrés* »<sup>16</sup>) de même que le très efficace GISTI (*Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés*). Et également le point d'appui de collectifs de sans-papiers, la grève de la faim du

---

<sup>15</sup> Un des piliers du CICP, ancien résistant, ancien militaire antimilitariste et toujours militant, cf. Isabelle Sommier : *Jean Brugié, officier et communiste dans les guerres coloniales*, Flammarion 2005.L

<sup>16</sup> Fondée en 1973 à Puteaux, la MTI regroupera rue de Montreuil à Paris de 1976 à 1982 une dizaine d'associations maghrébines, africaines, turque, portugaises. Le CAIF *Conseil des associations d'immigrés en France* prendra la suite.

« 3e collectif » en 1998 à laquelle a participé Emmanuel Terray (1935-2024), un des fondateurs de la maison, a marqué les esprits...

Au sein du CICP des premières années il n'y avait pas de présence continue d'association écologique ni de mouvements féministes. Puis la *Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception* (CADAC) créée en 1990, sous l'impulsion notamment de Maya Surduts<sup>17</sup> s'est installée au CICP de même que le *Collectif national pour les droits des femmes* (CNDF) fondé en 1995. Il est intéressant de remarquer que quelques années plus tard en 2004 le *Collectif féministe pour l'égalité* a été domicilié dans le Centre, où l'on retrouvait entre autres Christine Delphy, Hamida Ben Sadia, Zahra Ali ou Monique Crinon (cette dernière membre active et longtemps présidente du CA du CICP). Les militantes de la CADAC ou du CNDF et celles du CFPE étaient en désaccord profond sur les questions de la laïcité du voile, et des lois afférentes... Pourtant les unes et les autres ont cohabité dans la maison.

## L'altermondialisme

On a tendance à considérer que l'évènement fondateur de l'altermondialisme est le contre-sommet face à la conférence de l'Organisation mondiale du commerce, en 1999 à Seattle aux États-Unis. En réalité cela avait déjà commencé. En 1998 un accord multilatéral sur l'investissement (AMI) a provoqué de vives réactions dans plusieurs pays. En France, *l'Observatoire de la Mondialisation*, dont Susan George et Nuri Albala sont des figures de proues aux côtés entre autres de l'écologiste Agnès Bertrand, de l'économiste François Chesnais et de militants de la Cgt, va être à l'origine de la *Coordination contre l'AMI*, qui regroupera chercheurs, journalistes, parlementaires, syndicats ouvriers, syndicats agricoles (*Confédération paysanne*, *MODEF*), mouvements de « sans » (*Droits devant !*, *DAL*), associations écologistes et citoyennes, associations de chômeurs (*AC !*, *MNCP*, *APEIS...*), organisations de solidarité internationale (dont l'Aitec)... Ce nouveau cadre d'alliances inspirera la fondation d'ATTAC, *Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne*, par des journaux, des syndicats et des associations dont le Cedetim et l'Aitec.

Puis cela va être la création des Forums sociaux mondiaux, une initiative internationale avec un fort engagement de mouvements brésiliens et français, le premier se tenant à Porto Alegre au Brésil en janvier 2001.

Pendant la même période le CRID s'est développé, regroupant vite une quarantaine d'associations. Des membres de plusieurs organisations importantes adhérentes se sont déjà impliqués dans divers contre-sommets et réunions internationales des sociétés civiles et vont s'engager dans ces Forums. Et former des délégations du CRID associées à d'autres organisations en France dont ATTAC et des syndicats, avec leurs partenaires internationaux tous vont s'organiser pour participer aux Forums sociaux mondiaux, avec des centaines et des centaines de participants jusqu'aux Forums de Tunis en 2013 et 2015<sup>18</sup>... Il y aura quelques moments épiques comme la saga vécue par la délégation logée sur le vétuste bateau *Amazon Star* au Forum de Belém en 2009.

---

<sup>17</sup> A quelques centaines de mètres du CICP Maya Surduts (1937-2016) a aujourd'hui sa promenade sur le terre-plein du boulevard de Charonne

<sup>18</sup> Rappelons que les Forums sociaux mondiaux ont eu lieu à Porto Alegre (2001, 2002, 2003), , Mumbai (2004), Porto Alegre (2005), les forums polycentrique de Caracas, Bamako et Karachi (2006), Nairobi (2007), Belém (2009), Dakar (2011), Tunis (2013, 2015), Montréal (2016) et avec moins d'ampleur Salvador de Bahia (2018), Mexico (2022), Katmandou (2024) avant Cotonou (2026).

Le CRID a pris de l'importance au-delà de la simple coordination de quelques ONG du départ. Gustave Massiah en a été un temps le président et aussi, pendant la même période, vice-président d'ATTAC... De nombreuses associations du CICP sont engagées dans ces Forums. Ce n'est pas directement le cas du CICP en tant que tel, mais celui-ci contribuera activement au 2<sup>ème</sup> Forum social européen de Paris-Saint Denis<sup>19</sup>. Et dans les années qui vont suivre le CICP sera un lieu important pour la tenue des contre-sommets et autres rencontres internationales qui se dérouleront à Paris et en région Ile-de-France, dont la conférence alternative lors de la COP 21 Climat en 2015 par exemple, et de nombreuses associations du CICP participeront à de multiples événements de ce type, depuis le mémorable Contre G7 d'Evian en 2003 jusqu'à celui de 2019 à Hendaye et Irun près de Biarritz, et bien d'autres.

Le CICP accueillera aussi des sessions du *Tribunal permanent des peuples (TPP)*<sup>20</sup>, sur Elf « qui ne doit pas faire la loi en Afrique » en 1999, sur « les violations des droits humains en Algérie » en 2004 (à l'initiative du *Comité justice en Algérie*), ou sur « les violations des droits des personnes migrantes et réfugiées » en 2018.

## Consolidation

Pendant tout ce début du siècle nouveau d'autres associations ou comités ont adhéré au CICP et d'autres coopérations se sont développées avec des mouvements domiciliés ou non dans le Centre.

C'était déjà le cas des activités, en France puis ailleurs (Afrique par exemple) des mouvements des « sans », (sans logis, sans terre, sans papiers), comme les associations de chômeurs (*AC Action contre le chômage*, domiciliée au CICP) ou le mouvement *Droit au logement* (dont les origines remontent à 1990 et la Fédération des comités à 1998).

Concernant les droits des migrants, c'est en 2002 qu'est fondée lors du premier Forum social européen à Florence, le réseau international *Migreurop* (domicilié en France au CICP), tandis que l'*Anafé*, regroupement d'associations et syndicats français pour le contrôle des droits aux frontières, fondé à la fin des années 1980, va également s'installer rue Voltaire.

La solidarité avec la Palestine se réorganise avec la fusion de l'Association médicale franco-palestinienne et de l'Association France-Palestine pour former l'*Association française Palestine solidarité* (AFPS), qui va vite avoir une ampleur nationale, tandis que l'*Union juive française pour la paix* (UJFP), fondée elle en 1994, poursuit son action. Et pendant quelques années il y aura un groupe *Solidaire des israéliens contre l'occupation* (SICO), soutenant déserteurs et insoumis israéliens.

Des moments particuliers de mobilisation vont se mettre en place avec la participation du CICP : Une *Semaine de la solidarité internationale* lancée en 1998, qui s'étend progressivement avec le soutien du CRID et deviendra le *Festisol*. En 2005 suite au vote à l'Assemblée nationale d'un texte de loi reconnaissant, dans son article 4, « le bilan positif de la colonisation » (cet article sera abrogé ensuite en 2006 à la suite des contestations exprimées), l'association *Sortir du colonialisme* va aussi prendre l'initiative d'une journée, puis d'une semaine qui, étendue et qui deviendra la *Semaine antiraciste et anticoloniale*. Et de nouvelles associations vont ensuite

---

<sup>19</sup> Si les Forums sociaux de Florence (2002) et Paris (2003) seront de gros succès publics, ce ne seront pas des lieux où l'on discutera sérieusement de questions proprement européennes et les FSE suivant, à Londres (2004), Athènes (2006), Malmö (2008) et Istanbul (2010) auront de moins en moins d'impact.

<sup>20</sup> cf. note 12. Le TPP a été fondée en 1979 par le sénateur italien Leilo Basso. Une quarantaine de sessions ont eu lieu de par le monde.

s'établir, comme dans la décennie suivante *Vox Public*, structure de conseil et d'accompagnement de la société civile (associations, collectifs, etc.).

De son côté le Cedetim et des associations qui lui sont proches (comme l'AITEC, l'AEC et le Ceditelp, *Amorces*, *Échanges et partenariat* puis le site *Intercoll*) vont constituer une entité commune : *Initiatives pour un autre monde* (IPAM) qui deviendra la structure adhérente au CRID. *Échanges & Partenariat*, fondée en 2003, développera ses activités de stages selon un modèle « triangulaire » : une association française porteuse, une association en France ou dans un pays extérieur d'accueil, E&P assurant la logistique, le suivi, la formation de tous les stagiaires quelques soient leurs destinations, et la capitalisation des expériences. En s'appuyant sur les partenaires d'IPAM, de Migreurop, de la Confédération paysanne, d'ATTAC, du DAL, du réseau No-vox, d'Emmaus international, du CCFD, de l'AFPS, etc..

En vingt ans, Échanges et Partenariats a envoyé et formé plus de 400 volontaires, dont 90% de femmes. Nombre de volontaires d'E&P vont s'impliquer après leur expérience, dans des associations et rester proches du CICP, contribuant au renouvellement des générations.

### **Nouvelle situation, nouveaux mouvements**

A partir de la crise financière mondiale de 2008 la situation globale va commencer à changer. Ce n'est pas forcément toujours perceptible, vue de France (où l'on vit les succession présidentielles de Nicolas Sarkozy et de François Hollande), ou même de la rue Voltaire.

Mais l'irruption de nouveaux mouvements, et de nouvelles générations militantes est évident. Cela a sans doute commencé avec le mouvement « vert » en Iran en 2009, et va se déployer de manière spectaculaire pendant le « Printemps arabe » de 2011-2013, puis la vague des « occupy », ce que l'on appelle parfois le mouvement des places, ou celui des indignés pour reprendre l'appel de notre cher Stéphane Hessel (1917-2013)<sup>21</sup>, visiteur régulier du CICP. Aux États-Unis, en Grande Bretagne, en Espagne, en Turquie, en Grèce, à Hong-Kong, en Ukraine, à Taïwan, en Arménie, etc. En France, la seule déclinaison de ce type sera *Nuit debout* en 2016. Les *Gilets jaunes* c'est une autre histoire, plus loin du CICP...

Mais clairement, les salles du CICP sont de plus en plus fréquentées par des militant.e.s plus ou moins jeunes, qui ne sont souvent pas liés à une des associations adhérentes mais qui identifient bien le lieu comme « sûr » ou « favorable », tandis que pas mal de ces associations adhérentes restent structurées par des militants d'anciennes générations, sauf des permanentes ou quelques bénévoles plus jeunes (des femmes en grande majorité).

Ce phénomène perceptible dès les années 2010 s'est prolongé dans les années 2020, même si, nécessairement, une transition générationnelle doit se faire, et si effectivement elle se fait pas à pas. En tout cas le CICP est aujourd'hui un espace où se croisent trois ou quatre générations militantes...

Nous sommes dans une nouvelle période marquée par de nouvelles thématiques qui bouleversent la situation actuelle et préparent la période à venir. Rappelons notamment la question centrale de la dette, la question de la paix et de la sécurité dans le monde et en Europe, le renouvellement des forums sociaux, la question du racisme, et de l'antiracisme, la question des droits des migrants et en particulier des sans-papiers, la question de la réduction drastique des paysanneries à l'échelle internationale, le fait de la scolarisation massive et de l'élévation du niveau des études des nouvelles générations.

---

<sup>21</sup> Stéphane Hessel : *Indignez-vous !* Indigènes éditions 2010

Soulignons aussi quatre bouleversements majeurs qui caractérisent la nouvelle période : le féminisme, l'écologie, le numérique, les Suds. La révolution féministe s'impose comme une question centrale qui bouleverse les sociétés et la situation internationale, et contre laquelle cherche à se dresser, en réaction, l'agressif masculinisme. La révolution écologique qui en est à ses débuts du point de vue de la prise de conscience et qui se traduit par la mise en danger, encore très sous-estimée, de la planète. La montée des Suds, porteuse de la deuxième phase de la décolonisation inachevée. L'explosion des multinationales du numérique et de l'IA (Intelligence Artificielle) qui transforme les rapports de production et annonce une nouvelle phase du mode de production capitaliste. Ou son dépassement.

Pendant ces décennies les rumeurs et les tragédies du monde ont frappé à la porte de notre maison. Des acteurs et des témoins l'ont fréquenté, des actions ou des campagnes de solidarité ont été imaginées et initiées, qu'il s'agisse des guerres d'outre-Méditerranée, de la décennie noire algérienne, de l'éclatement de la Yougoslavie et des guerres du Caucase, des drames du Sahel du Soudan ou de l'Afrique centrale, de l'invasion de l'Ukraine, des repressions et des dictatures, des menaces des extrêmes droites, ou des luttes quotidiennes d'ici et de là-bas ...

Aujourd'hui, le CICP domicilie près de 80 associations dont plusieurs regroupent plusieurs associations (à commencer par le CRID). Des comités ou des activités, autant d'échos des peuples de divers continents, des exils et diasporas, du Proche et Moyen Orient (Palestine bien entendu mais aussi de l'Atlantique au Golfe jusqu'en Iran et Afghanistan...), de l'Afrique subsaharienne, des Amériques (dont Haïti et les Caraïbes, l'Amérique latine, etc.), de l'Europe (dont l'Ukraine, la Russie, les Balkans, etc.), d'Asie... sans oublier évidemment les territoires colonisés de la République française.... Et de multiples thématiques, féminisme, antiracisme, antifascisme, droits civiques économiques culturels et sociaux, paix et désarmement (le CICP domicilie la *Maison de vigilance / abolition des armes nucléaires*), syndicalisme, luttes de migrants, coopérations, histoire et culture, lieux de vie et de résistance...

Une maison qui ne dort (presque) jamais...